Site académique Aix-Marseille Histoire et Géographie

La visibilité des femmes dans l'histoire enseignée

Annie Rouquier
Le 5 novembre 2000

Réclamer la visibilité des femmes dans l'histoire enseignée, c'est vouloir donner tout son sens au métier de professeur de cette discipline.

Nous sommes d'accord, en effet, pour assumer une triple mission officiellement instituée : transmettre à tous une culture et un patrimoine communs, une formation intellectuelle et critique, une formation civique. Mais nous ne pouvons pas ignorer que nos élèves en font deux usages essentiels. L'histoire est pour eux une source de modèles d'identification individuels et/ou collectifs : quand nous voulons les « motiver », nous jouons momentanément sur ce ressort qui les rapproche du récit et contribue à faire naître la volonté d'action sur le monde. En même temps, l'histoire est source de légitimation, cadrant le passé, désignant des « bons » et des « méchants », des bonnes causes et de grandes valeurs. Devenus acteurs, les adultes valident bien des choix et des projets par l'histoire.

Or l'héritage transmis est dissymétrique. Peu ou pas de femmes dans les sociétés passées. Cette dissymétrie ne fait qu'augmenter actuellement, pour cause d'allègements de programmes (certes nécessaires) et de manuels plus synthétiques. Le récit abrégé gomme les femmes, les débusquant des recoins où elles avaient survécu (par exemple, les salons des XVIIème et XVIIIème siècles ou les journées révolutionnaires…) ; il devient neutre (cf. les journées d'octobre 1789). Les personnages féminins qui avaient accédé aux manuels, dans les années 80, s'effacent. Trop exceptionnelles, peut-être, Rosa Luxemburg, Louise Michel, ou Olympe de Gouges pour figurer dans «l'essentiel»… (Se reporter au document en ligne sur le site académique, «Le droit au passé», pour une analyse des manuels).

En fin de scolarité secondaire, les élèves ignorent à peu près tout de la place et du rôle des femmes dans les sociétés passées et répondent aux questions posées par un stéréotype uniforme : « elles étaient chez elles et elles élevaient leurs enfants ». La moitié d'entre eux ne peuvent tenter aucune définition du féminisme. Ils ont «appris» du sens commun rudimentaire. Comment les filles, les femmes se sentiront-elles légitimées à aborder le partage des pouvoirs publics et la création ? Si elles ne savent pas, de façon officiellement reconnue, d'où elles viennent, comment vont-elles déterminer où elles veulent aller ?

De Christine de Pisan à Virginia Woolf et Simone de Beauvoir, les «intellectuelles» qui ont voulu agir et produire ont interrogé le passé, cherchant dans le quotidien de leurs aïeules l'explication des absences ou cherchant les «preuves» de leur égalité et de leur raison dans des figures historiques. Mais de façon plus générale, toute femme qui ne reproduit pas à l'identique ce que faisaient sa mère et ses grand'mères se sent coupable ; il lui faut replacer dans des contextes historiques assignations et stéréotypes, pour se déculpabiliser. C'est la seule façon de faire fuir la «nature» et le «naturel». Autant il paraît normal de participer à une évolution sociale, autant il est difficile de se penser «contre nature». Et, sans une présence des femmes dans l'histoire, il ne reste que les contes, indéfiniment

revisités, pour fournir des modèles identificatoires aux filles. Attendre, (dormir peut-être) et suivre… Les sociologues parlent des complexes de Cendrillon et du Prince Charmant.

Il existe un important corpus de savoirs universitaires sur l'histoire des femmes, construit depuis un quart de siècle, mais il tient une place inégale dans les cursus des étudiants et il ne passe, pour le moment, ni dans nos outils, ni dans nos programmes, ni, la plupart du temps, dans le discours des professeurs. L'histoire enseignée porte encore la marque de sa naissance «virile» au service de la Nation et de la République. À un public mixte, nous pourrions enseigner le passé de sociétés mixtes où les femmes n'étaient ni muettes, ni inactives : elles étaient dominées mais présentes. **À programmes constants**, nous pouvons avoir un regard différent sur les périodes et les séquences à enseigner, nous servir de tout ce qui est désormais disponible sur le temps retrouvé des femmes pour qu'elles apparaissent (cf. la bibliographie fournie à la fin du document en ligne sur le site académique, « Brève histoire des femmes »). Il est possible d'évoquer les statuts (de droit, de fait, symboliques), les activités nombreuses exercées à la campagne comme à la ville ; aux XIXe et XXe siècle, il est intéressant de faire analyser comment la notion de masculin/féminin modèle les rôles et les hiérarchies dans les nouveaux emplois. L'énumération est longue de ce qu'on peut introduire par **quelques mots ou quelques phrases** : les influences et les pouvoirs obliquement exercés (politiques, culturels, religieux), les participations aux événements (émeutes, guerres, révolutions, grèves et mouvements ouvriers…) ainsi qu'aux combats politiques (le féminisme pourrait aussi être mentionné et défini…), les violences subies, les discours masculins qui infériorisent les femmes (philosophiques, littéraires, médicaux, scientifiques, ouvriers et syndicaux..) mais aussi les discours qui contestent ces positions ; ce dernier point peut permettre toute une réflexion sur l'organisation sociale et l'éducation, à poursuivre en éducation civique. Le déni de créativité est, de nos jours encore, un refuge de la misogynie : il n'est jamais vain de rappeler les conditions sociales de la création, de montrer pourquoi ni Shakespeare, ni Balzac, ni Mendelssohn… ne pouvaient avoir de « petites sœurs », pourquoi les transgressions individuelles furent payées si cher, par exemple par la sœur de Claudel… Reste une question qui traverse toutes les périodes : comment était obtenue la part de consentement des femmes, par quelles compensations ?

Bien des écueils attendent cependant les professeurs, il vaut mieux se lancer en connaissance de cause. Un dossier occasionnel qui met «la» femme au rang de la locomotive ou du château fort marginalise tout autant l'objet d'étude et n'en fait pas un sujet de l'histoire. La lamentation sur les femmes victimes éternelles d'une misogynie atemporelle et la glorification trop lyrique d'héroïnes-preuves sont des excès qui peuvent nuire au but recherché (même si la domination est un fait scientifiquement reconnu). L'histoire linéaire d'acquis cumulatifs peut faire croire à un progrès inéluctable alors qu'avancées, régressions, contradictions sont multiples. Et il y a une chronologie spécifique à établir et à articuler à la chronologie classique, pour la période contemporaine du moins, avec ses ruptures, ses périodes d'acquis accélérés. Enfin, comme toujours, un minimum de complexité est de rigueur : on donne à voir la domination et les compensations, les formes de résistance et de contournements, l'articulation des pouvoirs et de contre-pouvoirs, la recomposition des rôles, les changeantes frontières de l'inégalité…

Mais surtout il faut de la conviction ; il convient d'être persuadé qu'avec une plus grande démocratie du savoir on ne fait pas «perdre de temps» aux élèves, qu'on est bien dans l'essentiel même si ce n'est pas l'enseignement qu'on a reçu, que dispenser cet enseignement un peu modifié par le regard porté sur situations et événements n'est pas le fait d'un féminisme extrémiste, que tout ce dont il est

fait mention ici est validé scientifiquement, qu'on peut affronter avec sérénité les collègues : l'argumentaire est solide…